



Chapitre E-23

LOI SUR L'EXPORTATION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

SECTION I

EXPORTATION EN DEHORS DU CANADA

- Clause prohibant l'exportation.** **1.** Toute vente, tout bail ou toute concession quelconque de forces hydrauliques appartenant au Québec, ou dans lesquelles il a des droits de propriété ou autres, consentis le ou après le 24 mars 1926, doit contenir une clause prohibant l'exportation, en dehors du Canada, de l'énergie électrique qui pourra être développée au Québec.
S. R. 1964, c. 85, a. 1.
- Clause prohibant l'exportation.** **2.** Tout contrat, permis ou concession autorisant, à compter de la même date, l'installation ou le passage, sur le domaine de la couronne, de lignes de transmission, doit également contenir une pareille clause prohibitive.
S. R. 1964, c. 85, a. 2.
- Autorisation.** **3.** Toute autorisation donnée par la Régie de l'électricité et du gaz, en vertu des lois qui la concernent, est subordonnée et sujette à la prohibition édictée par les articles 1 et 2 ci-dessus.
S. R. 1964, c. 85, a. 3.
- Nullité.** **4.** Toute contravention aux dispositions de la présente section rend nuls et non avenue, à l'instance de la couronne, toute vente ou concession ou tout contrat, bail ou permis qu'elle a faits ou consentis.
S. R. 1964, c. 85, a. 4.
- Application.** **5.** Les dispositions de la présente section s'appliquent:
a) Aux contrats existant le 24 mars 1926, à moins qu'ils n'aient été dénoncés au ministre des terres et forêts, dans les trois mois de ladite date; et

b) À tout renouvellement de ces contrats, à l'expiration du terme pour lequel ils ont été faits.

S. R. 1964, c. 85, a. 5.

Suspension de la
prohibition.

6. Nonobstant toute disposition prohibant l'exportation en dehors du Canada de l'énergie électrique, contenue, aux termes de l'article 1 de la présente loi, dans une vente, un bail ou une concession relatifs à des forces hydrauliques appartenant au Québec ou dans lesquelles il a des droits de propriété ou autres, il est loisible au gouvernement pour la ou les périodes de temps qu'il fixe et aux termes et conditions qu'il détermine, de suspendre l'effet de cette prohibition, pourvu toutefois que la quantité d'énergie électrique, dont l'exportation pourra être ainsi autorisée, ne dépasse pas en tout deux cent vingt-cinq mille kilowatts, et pourvu aussi que le prix de vente de l'énergie électrique ainsi exportée ne soit pas inférieur à celui pour lequel elle est vendue dans le Québec.

S. R. 1964, c. 85, a. 6; 1977, c. 60, a. 6.

SECTION II

EXPORTATION HORS DU QUÉBEC

Autorisation requise pour
exporter.

7. 1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec le présent paragraphe, depuis le premier janvier 1964, toute exportation hors du Québec d'énergie électrique primaire appartenant au Québec doit être expressément autorisée par une loi de la Législature.

Autorisation pour être
partie à un contrat.

2. Ni la Commission hydroélectrique du Québec ni le gouvernement, ne peuvent, depuis la même date, nonobstant toute disposition législative inconciliable avec le présent paragraphe, être parties à une entente, à un bail ou à quelque contrat que ce soit concernant le transport, pour utilisation hors du Québec, d'énergie électrique primaire de quelque source qu'elle origine, sauf avec l'autorisation expresse de la Législature.

Exception.

3. Cependant si la quantité d'énergie électrique ne dépasse pas cinquante-deux mille kilowatts, le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, en autoriser l'exportation ou le transport.

Publication.

4. Tout arrêté en conseil adopté en vertu du paragraphe 3 doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec* et déposé à l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son adoption si elle est alors en session ou, sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

S. R. 1964, c. 85, a. 7; 1968, c. 9, a. 90; 1968, c. 23, a. 8; 1977, c. 60, a. 7.

Restriction. **8.** La présente section ne s'applique pas aux contrats existants au 31 décembre 1963, mais s'applique au renouvellement et au prolongement de ces contrats.

S. R. 1964, c. 85, a. 8.

Exécution de la loi. **9.** Le ministre des richesses naturelles est chargé de l'exécution de la présente loi.

S. R. 1964, c. 85, a. 9.

Le ministre délégué à l'énergie exerce les fonctions du ministre des richesses naturelles à l'égard notamment de l'application de la présente loi. A.C. 4240-76 du 15.12.76, (1976) 108 G.O. II, 7709.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 85 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre E-23 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

STATUTS REFONDUS, 1964

LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 85

Chapitre E-23

LOI DE L'EXPORTA-
TION DE L'ÉNERGIE
ÉLECTRIQUE

LOI SUR L'EXPORTA-
TION DE L'ÉNERGIE
ÉLECTRIQUE

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 9

1 - 9

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

